

CTL

DU JEUDI 16 JANVIER 2020

SECONDE CONVOCATION

Monsieur Le Président,

En préalable nous vous présentons une excellente année 2020. A l'aube du nouveau monde, votre vœu « Optimisme, Bienveillance, Sérénité » se percute avec les " maux " « Nouveau Réseau de Proximité » et « Retraite par points ».

Nous vous rappelons notre attachement à un **réel Dialogue Social** qui ne consiste pas à ratifier et accompagner des réformes voulues par le seul gouvernement et **ses laquais**.



Aujourd'hui, nous n'appliquerons pas la politique de la chaise vide même si l'envie n'en manque pas... d'autant qu'aujourd'hui est une énième journée de mobilisation organisée afin de combattre et dénoncer cette contre-réforme des retraites. Malgré tout, vous nous trouvez face à vous !!

Nous avons décidé de **siéger**, car nous représentons les agents du département qui nous ont élus, et qui se posent beaucoup de questions et ont besoin de réponses.

Depuis le 5 décembre, les salariés ont massivement rejeté la contre-réforme des retraites. Les agents des Finances Publiques ont d'ailleurs largement participé à cette mobilisation. Rien dans les propos du Premier Ministre ne peut les rassurer, bien au contraire. L'entêtement du gouvernement n'a d'égal que la détermination des salariés à exiger l'abandon de cette réforme.

Le projet du Nouveau Réseau dit « de Proximité » préoccupe lui aussi l'ensemble des Agents de la DGFIP, et évidemment de la DDFIP de Savoie.

Les propositions de l'administration, pour soi-disant le bien-être des agents et dans l'intérêt du service public, sont :

- la création d'antennes dont la viabilité n'est toujours pas connue
- le travail à distance (dans quelles communes et dans quels locaux, pour combien de temps.....
- le télé-travail
- les Maisons France Services
- la généralisation de l'Accueil Personnalisé sur RDV (qui réduira encore considérablement les plages d'accueil).
- transfert de l'encaissement de certains impôts vers les buralistes (encore une mission de Service Public externalisée !)

Par ailleurs, à propos des Maisons France Services, FO DGFIP 73 s'inquiète que le Préfet soit chargé de l'homologation avant le 31 décembre 2021 des Maisons de Services Au Public, car passé ce délai elles ne recevront plus de financement de l'État.

Ces solutions ne peuvent être la réponse aux angoisses des collègues.

De plus, les mesures d'accompagnement financières et statutaires à la mobilité subies ne sont que la transposition dans notre administration d'un véritable plan social qui ne porte pas son nom.

Personne n'est dupe que ce soient les élus ou les Organisations Syndicales. Ne serait-il pas plus honnête d'arrêter de parler de concertation, là où il n'y a que communication ?

Le projet du nouveau réseau de proximité n'est pas de nature à les rassurer, bien au contraire.

Nous vous alertons, une fois de plus, sur le mal être croissant des agents et des Risques Psycho-Sociaux pouvant survenir dans les services. Des situations de souffrance préoccupantes nous sont exposées quotidiennement.

Les élus FO DGFIP 73 n'acceptent pas l'argument qui consiste à dire que les suppressions d'emplois sont votées par le Parlement et que la DGFIP ne peut rien y faire. Nos services ont subi près de 22.000 suppressions d'emplois depuis la fusion DGI / DGCP en 2009, et 4.900 emplois sont encore prévus sur les 3 prochaines années.

Les agents de nos services souffrent Monsieur Le Président, ne le voyez-vous donc pas ? 16 suppressions d'emplois de plus en Savoie s'ajoutent aux 150 depuis 10 ans, pensez-vous que les services et les agents vont tenir le coup ?

Nous aurons de cesse de poursuivre le combat, et exigeons :

LE MAINTIEN ET LE RENFORCEMENT DE TOUS LES SERVICES DE PLEINE COMPETENCE SUR L'ENSEMBLE DU DEPARTEMENT, AINSI QUE LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN.

Car oui, plus que jamais, les effectifs dégringolent et les suppressions d'emplois sont douloureusement à l'ordre du jour de ce Comité Technique Local.

Pour l'année 2020, c'est une véritable tragédie avec 16 emplois supprimés sur 706, soit -2,27% des effectifs amputés d'un seul coup... Sans oublier les agents de l'OPAC, tout grade confondu, qui prennent la porte de sortie grâce à la loi ELAN... et seront donc confrontés aux nouvelles règles de mutation locale avec ALOA en avril ou mai... et nos autres collègues soumis aux restructurations futures engendrées par ce Nouveau Réseau de Proximité et de la nouvelle configuration des mutations.



**"Ô rage, ô désespoir, ô PLF* ennemi,
n'avons nous donc tant bossé que pour cette infamie ?"**

* : Projet de Loi de Finances